

Communiqué de presse

Réforme de la Police Grand-Ducale – réunion de concertation convoquée par le bureau du SYVICOL

Après l'entrevue du 1^{er} février 2016 entre Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et les bourgmestres de communes-siège de commissariats de proximité concernées par d'éventuelles fermetures, le bureau du SYVICOL avait invité ce lundi à une réunion de suivi.

Le président a rappelé d'emblée que c'est suite à l'intervention du SYVICOL que la direction de la Police Grand-Ducale organisera prochainement des réunions de concertation au niveau régional avec toutes les communes territorialement rattachées à un commissariat de proximité visé par la réforme plutôt que de ne discuter qu'avec les communes-siège. La réunion de ce jour avait uniquement pour objet de recueillir les réactions des élus présents lors de la réunion précitée.

De l'avis des participants, beaucoup de questions en relation avec la réorganisation envisagée restent encore à clarifier. Une présence réelle et visible de la police au niveau local, avec une attention particulière au volet prévention du travail de ces agents a été revendiquée unanimement. Comme il s'agit-là justement de la mission principale de la police de proximité, la question des raisons de l'abandon de ce concept, introduit par la réforme de 1999, a été posée. L'audit réalisé au sein de la Police grand-ducale n'ayant toujours pas été rendu public, des explications plus précises sur les motivations concernant le changement de stratégie envisagé devraient être fournies aux communes. D'une manière générale, les élus aimeraient connaître la plus-value concrète que la réorganisation et la réforme dans son ensemble apportera à la sécurité des citoyens. Faute de quoi, de nombreux élus restent réticents vis-à-vis de la fermeture des commissariats de proximité sur leur territoire.

Constatant que tout le territoire du pays sera concerné par la réforme, le président du SYVICOL a appelé, d'une part, à une extension du dialogue aux responsables de *toutes* les communes et, d'autre part sur l'importance de discuter de la réforme dans son ensemble, au lieu de traiter de manière isolée de la question de la réorganisation des structures. Ainsi, le volet de l'extension des compétences des agents municipaux et le renforcement des moyens pour une meilleure mise en application de la police administrative, sont d'autres pistes importantes pour renforcer la sécurité au niveau local. A cet effet, il lancé un appel aux membres du gouvernement concernés par la réforme de la police (Sécurité intérieure, Intérieur, Justice), de participer à un échange de vues sur les modifications structurelles et organisationnelles projetées avec les collègues des bourgmestre et échevins de toutes les communes du pays.

Communiqué par le SYVICOL
15.02.2016